

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/Q1/ZWE/6
G/SCM/Q1/ZWE/6
13 mars 2003

(03-1420)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Questions posées par les COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES au sujet de la notification du ZIMBABWE¹

La Délégation permanente des Communautés européennes a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 10 mars 2003.

1. Le Zimbabwe pourrait-il préciser si les dispositions de l'Accord antidumping qui ne sont pas reprises dans le Règlement antidumping sont directement appliquées par la Commission et le Ministre, ou comment il est fait en sorte qu'elles soient respectées? Voir en particulier plusieurs dispositions concernant la détermination de l'existence d'un dommage (article 3 de l'Accord antidumping), le contenu d'une demande (article 5.2 de l'Accord antidumping), les éléments de preuve (article 6 de l'Accord antidumping), les engagements (article 8 de l'Accord antidumping), l'imposition et le recouvrement de droits antidumping (article 9 de l'Accord antidumping) et les avis au public (article 12 de l'Accord antidumping).
2. Le Zimbabwe pourrait-il confirmer que les parties seront réputées être liées dans les conditions énoncées à l'article 2 5) du Règlement antidumping, à condition qu'il y ait des raisons de croire ou de soupçonner que l'effet de la relation est tel que le producteur concerné se comporte différemment des producteurs non liés, conformément à la note de bas de page 11 de l'Accord antidumping?
3. L'article 14 3) c) du Règlement antidumping devrait-il être interprété comme imposant à la Commission d'examiner les autres facteurs relatifs au dommage connus et de ne pas imputer ce dommage aux importations faisant l'objet d'un dumping conformément à l'article 3.5 de l'Accord antidumping?
4. Le Zimbabwe pourrait-il préciser la durée des mesures provisoires visées à l'article 22 4) du Règlement antidumping?
5. Le Zimbabwe pourrait-il confirmer que toute détermination visée à l'article 23 7) b) du Règlement antidumping ne sera faite qu'une fois qu'il aura été ménagé aux importateurs concernés la possibilité de formuler des observations, conformément à l'article 10.6 de l'Accord antidumping?

¹ G/ADP/N/1/ZWE/2/Suppl.1-G/SCM/N/1/ZWE/2/Suppl.1.

6. Le Zimbabwe pourrait-il préciser le sens du "délai prescrit" mentionné à l'article 26 2) du Règlement antidumping?

7. Le Zimbabwe pourrait-il confirmer que le Ministre ou la Commission peuvent décider de tenir compte des renseignements présentés dans les cas visés à l'article 32 7) du Règlement antidumping s'il peut être démontré, à partir de sources appropriées, que ces renseignements sont corrects?
